

PRÉFECTURE DE LA SEINE-MARITIME

DIRECTION
DE LA RÉGLEMENTATION GÉNÉRALE
ET DE L'ENVIRONNEMENT

SERVICE DE L'ENVIRONNEMENT

6^{ème} bureau

Affaire suivie par M^{me} MOREL

MM/CG

Réf. : ☎ 35.03.53.98

Rappeler impérativement les références ci-dessus

Dossier n° 9400056

E.A.R.L. DU GRAND QUESNAY
MONTREUIL-EN-CAUX

PRESCRIPTIONS COMPLÉMENTAIRES

ROUEN, le

- ARRÊTÉ -

LE PREFET,

DE LA REGION DE HAUTE-NORMANDIE

PREFET DE LA SEINE-MARITIME

CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR,

VU :

La loi n° 76.663 du 19 juillet 1976 modifiée, relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,

Le décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 modifié, pris pour l'application de la loi du 19 juillet 1976 précitée,

La loi n° 92.3 du 3 janvier 1992 sur l'eau,

Les différents arrêtés préfectoraux et récépissés autorisant et réglementant les activités exercées par l'**E.A.R.L. DU GRAND QUESNAY**, dont le siège social est au lieu-dit « Le Grand Quesnay » à **MONTREUIL-EN-CAUX** dans son exploitation d'élevage de porcs située à la même adresse,

La déclaration de l'exploitant en date du 25 janvier 1994 complétée les 20 et 25 février 1994 relative à la modification de l'élevage par l'accroissement de l'effectif, l'adjonction d'une fosse à lisier et l'augmentation des surfaces d'épandage,

Le rapport de l'inspection des Installations Classées en date du 25 août 1994,

La délibération du conseil départemental d'hygiène en date du 13 septembre 1994,

Les notifications faites à l'exploitant les 2 septembre 1994 et 20 SEP. 1994

Les dossiers d'installations classées font l'objet, pour leur gestion, d'un traitement informatisé. Le droit d'accès au fichier et de rectification prévu par l'article 27 de la loi n° 78.17 du 6 janvier 1978 s'exerce auprès de la Préfecture.

CONSIDERANT :

Que l'extension limitée de l'exploitation est accompagnée de l'accroissement des conditions de stockage et de valorisation des effluents,

Que les modifications proposées apportent de meilleures garanties sur le respect de l'environnement,

Qu'il y a lieu, en conséquence, de faire application des dispositions de l'article 18 du décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 susvisé,

ARRÊTE :

ARTICLE 1^{er} : L' E.A.R.L. DU GRAND QUESNAY dont le siège social est au lieu-dit, »Le Grand Quesnay » 76850 MONTREUIL-EN-CAUX, est tenue, pour l'exploitation de son élevage de porcs situé à la même adresse de respecter les prescriptions ci-annexées.

En outre, l'exploitant devra se conformer strictement aux dispositions édictées par le livre II (titre III) - parties législatives et réglementaires - du Code du Travail, et aux textes pris pour son application dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs. Sur sa demande, tous renseignements utiles lui seront fournis par l'inspection du travail pour l'application de ces règlements.

ARTICLE 2 : Une copie du présent arrêté devra être tenue au siège de l'exploitation, à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution. Par ailleurs, ce même arrêté devra être affiché en permanence de façon visible à l'intérieur de l'établissement.

ARTICLE 3 : L'établissement demeurera d'ailleurs soumis à la surveillance de la police, de l'inspection des installations classées et de l'inspection du travail, de l'inspection des services d'incendie et de secours, ainsi qu'à l'exécution de toutes mesures ultérieures que l'administration jugerait nécessaire d'ordonner dans l'intérêt de la sécurité et de la salubrité publiques.

ARTICLE 4 : En cas de contraventions dûment constatées aux dispositions qui précèdent, le titulaire du présent arrêté pourra faire l'objet des sanctions prévues à l'article 23 de la loi n° 76.663 du 19 juillet 1976 modifiée indépendamment des condamnations à prononcer par les tribunaux compétents.

Sauf le cas de force majeure, le présent arrêté cessera de produire effet si l'établissement n'est pas exploité pendant deux années consécutives.

ARTICLE 5 : Au cas où l' E.A.R.L. serait amenée à céder son exploitation, le nouvel exploitant ou son représentant devra en faire la déclaration aux services préfectoraux, dans le mois suivant la prise en charge de l'exploitation.

S'il est mis un terme au fonctionnement de l'activité, l'exploitant est tenu d'en faire la déclaration dans le délai d'un mois dans les formes prévues à l'article 34.1 du décret précité du 21 septembre 1977 modifié, et de prendre les mesures qui s'imposent pour remettre le site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article 1^{er} de la loi du 19 juillet 1976.

ARTICLE 6 : Conformément à l'article 14 de la loi du 19 juillet 1976 susvisée, la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 7 : Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 8 : Le secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime, le sous-préfet de DIEPPE, le maire de MONTREUIL-EN-CAUX, le directeur des services vétérinaires, les inspecteurs des installations classées, le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, les inspecteurs du travail, le directeur départemental des services d'incendie et de secours, ainsi que tous agents habilités des services précités et toutes autorités de police et de gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera affichée pendant une durée minimum d'un mois à la porte de la mairie de MONTREUIL-EN-CAUX.

Un avis sera inséré aux frais de l'exploitant dans deux journaux d'annonces légales du département.

Pour amplification
Le chef de bureau


Edith LABITTE

ROUEN, le 24 OCT. 1994

LE PREFET,

Pour le Préfet, et par délégation,
le Secrétaire Général.

Bruno RAIFAUD

PRESCRIPTIONS ANNEXÉES A L'ARRÊTÉ PRÉFECTORAL EN DATE DU 24 OCT. 1984

APPLICABLES
A L'ELEVAGE DE PORCS EXPLOITÉ
PAR L'E.A.R.L. DU GRAND-QUESNAY
A MONTREUIL EN CAUX

Titre I - CONDITIONS D'EXPLOITATION

I-1 La capacité globale des installations de l'élevage de porcs, exploité par l'E.A.R.L. DU GRAND-QUESNAY à MONTREUIL EN CAUX et autorisé par arrêté préfectoral en date du 19 avril 1979, est portée à 534 places de porcs de plus de 30 kg, dont 84 truies et 450 porcs à l'engraissement.

I- 2 Les ouvrages de stockage des effluents seront imperméables et maintenus en parfait état d'étanchéité de manière à interdire toute pollution par infiltration, ruissellement ou déversement. Les trop-pleins sont interdits.

La capacité des ouvrages de stockage devra permettre de stocker la totalité des effluents de la porcherie produits pendant au moins six mois.

Les dispositifs existants sont complétés par l'adjonction d'une fosse à lisier extérieure de 720 m³ qui porte la capacité globale à 1070 m³.

Les fumiers seront stockés sur une aire étanche, entourée d'un muret de 1 m sur trois côtés, permettant de retenir la production de six mois de déjection. Les liquides d'égouttage seront dirigés, à partir du point bas, vers un dispositif de stockage.

Titre II - EPANDAGE DES EFFLUENTS

Les effluents et les déjections solides de l'exploitation incluant ceux de la porcherie et ceux des autres activités d'élevage exercées sur l'exploitation seront soumis à une épuration naturelle par le sol, dans les conditions précisées ci-après :

II - 1 La zone d'épandage s'étend sur une surface agricole cultivée de 136 hectares, comprenant les parcelles cadastrées suivantes :

TERRAINS EXPLOITÉS PAR L'E.A.R.L. DU GRAND-QUESNAY :

COMMUNE DE MONTREUIL EN CAUX :

Section B n° 13 - 568 - 569 - 395 - 33A - 33B - 48A - 50 - 51 - 56 - 57 - 59 - 411 - 412J - 412K - 469J - 469K.

Section ZC n° 11 - 06.

Section ZD n° 5J - 9 - 04J - 04K - 10.

TERRAINS EXPLOITÉS PAR M. Pierre ANCELLE

COMMUNE DE MONTREUIL EN CAUX :

Section B n° 398A - 540 - 566 - 567 - 583.

Section ZC n° 9 - 10 - 16 - 17A - 17B - 35.

Section ZD n° 02J - 02K.

TERRAINS EXPLOITÉS PAR M. Gérard LOISEL :

COMMUNE DE BRAQUETUIT :

Section A n° 44.

Section ZA n° 5.

COMMUNE DE LA CRIQUE :

Section AC n° 58

COMMUNE DE MONTREUIL EN CAUX :

Section ZB n° 8 - 012J - 012K.

II - 2 La dose annuelle de lisier épandu sera fractionnée en deux apports au moins. En aucun cas, la capacité d'absorption des sols ne devra être dépassée, de telle sorte que, ni la stagnation prolongée sur ces sols, ni le ruissellement en dehors du champ d'épandage, ni une percolation rapide vers les nappes souterraines ne puissent se produire.

II - 3 La dose annuelle des lisiers et des fumiers épandus sera intégrée dans la gestion des amendements de l'exploitation agricole. Elle tiendra compte :

- des capacités d'exportation des cultures en place ou prévues,
- de l'azote fourni par les reliquats des cultures précédentes
- de la minéralisation naturelle de l'azote du sol,
- de l'apport des engrais chimiques.

Les apports azotés, toutes origines confondues, organique et minérale, sur les terres faisant l'objet d'épandage, tiendront compte de la nature particulière des terrains et des rotations des cultures. Ils ne pourront en aucun cas dépasser les valeurs maximales suivantes :

- sur prairies de graminées en place toute l'année (surface toujours en herbe, prairie temporaire en pleine production) :

300 kilogrammes à l'hectare par année ;

- sur les autres cultures (sauf légumineuses) :

200 kilogrammes à l'hectare par année ;

- sur les cultures de légumineuse :

aucun apport azoté.

La comptabilité sera tenue, sous forme :

- d'un cahier d'épandage où seront portés, pour chacune des parcelles :

- . les dates d'épandage,
- . la nature de l'effluent et les volumes épandus,
- . les quantités d'azote épandues toutes origines confondues,
- . la nature de la culture,
- . le délai d'enfouissement,
- . le traitement mis en œuvre pour atténuer les odeurs (s'il existe)

- d'un bilan global annuel de fertilisation, de l'ensemble de la zone figurant au plan d'épandage et d'un plan d'assolement du cycle de culture en court. Ces éléments concernant également les deux années antérieures seront tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

II - 5 La composition en éléments fertilisants du lisier sera déterminée régulièrement afin d'intégrer les disponibilités totales, en azote et en acide phosphorique, dans le bilan de fertilisation et le plan de fumure de l'exploitation.

II - 6 Une convention, rédigée entre l'exploitant de la porcherie et les agriculteurs qui mettent à sa disposition des terrains d'épandage, fixera les modalités de reprise, de transport, d'épandage et de valorisation des effluents d'élevage.

La convention ne décharge pas le fournisseur du lisier de ses responsabilités au regard des nuisances ou des pollutions qui résulteraient de mauvaises conditions de transport ou d'utilisation de l'effluent.

II - 7 L'épandage du lisier ne sera pas pratiqué :

- pendant les périodes où le sol est gelé ou inondé,
- pendant les périodes de forte pluviosité,
- en dehors des terres régulièrement travaillées et des prairies normalement cultivées,

- par aéro-aspiration au moyen de dispositifs qui génèrent des brouillards fins,
- à moins de 50 mètres des captages d'eau potable, des puits, anciennes marnières et bétouilles,
- les samedi, dimanche et jours fériés.

II - 8 Toutes précautions seront prises lors de l'épandage pour éviter les dégagements d'odeurs.

La vidange des fosses, le transport ainsi que l'épandage des lisiers devront être exécutés à l'aide de citernes étanches dans des conditions réduisant au minimum la gêne pour le voisinage.

Les distances minimales entre, d'une part, les parcelles d'épandage des effluents et, d'autre part, toute habitation occupée par des tiers ou tout local habituellement occupé par des tiers, les stades ou les terrains de camping agréés, à l'exception des terrains de camping à la ferme, sont fixées à :

Cas des terres nues :

- 100 mètres, en l'absence de traitement ou de procédé atténuant les odeurs ;
- 50 mètres, en l'absence de traitement ou de procédé atténuant les odeurs, sous réserve de réaliser l'enfouissement dans un délai de 12 heures ;
- 50 mètres, si l'effluent a fait l'objet d'un traitement ou d'un procédé atténuant les odeurs, sous réserve de réaliser l'enfouissement dans un délai de 24 heures.

Cas des prairies ou des terres en culture :

- 100 mètres, en l'absence de traitement ou de procédé atténuant les odeurs ;
- 50 mètres, si l'effluent a fait l'objet d'un traitement ou d'un procédé atténuant les odeurs,

II - 9 L'épandage des fumiers à moins de 100 mètres de toute habitation occupée par des tiers ou de tout local habituellement occupé par des tiers, des stades ou des terrains de camping agréés, à l'exception des terrains de camping à la ferme, est suivi d'un enfouissement sous vingt-quatre heures.

Vu pour être annexé à mon arrêté
en date du : 24 OCT. 1994..
ROUEN, le : 24 OCT. 1994
Pour le Préfet et par délégation,
le Secrétaire Général.

Bruno RAIFAUD